

Cure d'austérité, plan de rigueur, réduction des dépenses publiques, réforme des retraites : UNE OFFENSIVE GLOBALE !

L'Allemagne, l'Espagne, la Grande Bretagne pour ne citer qu'eux, s'apprêtent à engager des mesures radicales d'économies publiques. Baisse des salaires, baisse de la dépense publique, hausse de la TVA, réformes des retraites et des protections sociales...tout y passe pour baisser les dettes des pays. En clair, ce sont les salariés, qui vont à nouveau payer la crise et en subir les lourdes conséquences.

Pendant ce temps là, l'Union européenne n'hésite pas à trouver des milliards d'euros pour sauver les banques et pour venir à la rescousse de ceux qui sont les vrais responsables de la crise. En France, la réforme des retraites engagée par le gouvernement s'inscrit dans cette logique. Pour preuve, l'économiste ultra libéral Alain Minc voyait dernièrement dans la réforme française sur les retraites, le seul moyen de satisfaire les marchés financiers.

Ceux-ci exercent aujourd'hui une telle pression que les gouvernements se plient à toutes leurs exigences, et obligent les pays à s'engager dans des politiques de restriction et d'austérité d'une violence inouïe.

Aujourd'hui, plus que jamais, il est urgent de sortir de cette logique infernale qui amène l'ensemble des peuples européens dans le mur. Oui, il y a besoin d'investissement public pour répondre aux attentes des populations. Il y a urgence à tirer les droits sociaux, les salaires, les protections sociales par le haut. Pour cela l'argent existe et il doit être mis au service des peuples !

« Diviser pour régner »

A chaque fois que le gouvernement est en difficulté pour faire passer une loi régressive, il tape sur les fonctionnaires et leurs "fameux" avantages. Aujourd'hui c'est le taux de cotisation qui passerait, en dix ans, de 7,85% à 10,55%. Résultats des courses : les salariés du privé n'y gagnent rien de plus et les fonctionnaires y perdent. C'est l'égalisation par le bas et là tout le monde y perd !

Il faut savoir que les fonctionnaires ne peuvent inclure les primes dans le calcul de la retraite, qu'un enfant n'est compté que pour un an au lieu de deux dans le privé, que les salaires sont plus bas à diplôme égal ! Alors au lieu de tomber dans le panneau de la division, ensemble, public et privé, agissons pour obliger le gouvernement à revoir sa copie !



Retrouvez l'intégralité du projet de loi sur : www.63.pcf.fr

JE REJOINS LE PARTI COMMUNISTE FRANCAIS AU COEUR DES RASSEMBLEMENTS POPULAIRES ET CITOYENS

Nom : Prénom :
Adresse : CP : Ville :
Tel : Email :

- ☐ Je désire être informé(e) des initiatives du Parti Communiste
☐ Je décide d'être membre du Parti Communiste ☐ Je verse€ (à l'ordre de : ADF-PCF 63)

Coupon à signer et à retourner à : Parti Communiste du Puy de Dôme
34 rue des Clos - BP 14 - 63018 Clermont ferrand - Cedex 2 Tel : 04 73 24 14 17 / Fax : 04 73 25 57 24 / Email : pcf63@wanadoo.fr



ILS ONT OSE LE DIRE :

"Le financement des retraites est garanti d'ici à 2020"

François Fillon, le 28 mai 2003 alors ministre du travail

"Si on arrive à vivre 100 ans, on ne va pas continuer à avoir la retraite à 60 ans, il va bien falloir que d'une manière ou d'une autre ça s'ajuste."

Dominique Strauss-Kahn, le 20 mai 2010

"Concernant le report de l'âge légal de départ à la retraite, ce n'est pas un engagement que j'ai pris devant les Français, je n'ai donc pas de mandat pour faire cela."

Nicolas Sarkozy le 27 mai 2008

Une autre loi sur les retraites à l'Assemblée Nationale en septembre

Les députés communistes et du PG ont présenté une proposition de loi alternative à celle du gouvernement sur les retraites. Elle réaffirme la retraite à 60 ans à taux plein dans le cadre du système par répartition. Axée sur des financements nouveaux, cette réforme permettrait de nouvelles avancées sociales ainsi que le retour à l'équilibre des caisses de retraites.

TOUJOURS FAIRE PAYER LES MÊMES



Le capitalisme n'est pas la solution, C'EST LE PROBLÈME

UN BON EMPLOI, UN BON SALAIRE, UNE BONNE RETRAITE !

D'autres choix sont possibles



L'emploi et les retraites sont indissociables

La Droite et le Medef veulent à tout prix dissocier les questions d'emplois et de retraite. Pourtant **100 000 nouveaux emplois** dégageraient **2 milliards d'€ de cotisations sociales**.

La crise financière qui a mis le feu aux économies du monde entier **a détruit 690 000 emplois en 2009**. Autant de ressources en moins pour financer nos retraites.

C'est bien la précarité, le chômage, les bas salaires qui pénalisent le financement des retraites. Or celui-ci est branché sur la croissance réelle et l'emploi : les cotisations sociales versées sont immédiatement redistribuées, ce qui alimente la demande et donc l'emploi.

Nous proposons à l'opposé de la précarisation de l'emploi, un système de sécurisation de l'emploi et de la formation qui permettrait d'assurer une continuité des droits, de la formation et du revenu des salariés.



Membre
du



La retraite : UN PROGRES SOCIAL !

La retraite est un droit

Mais elle est aussi plus que cela : Elle est **un principe constitutif** d'une vision de la société. C'est pourquoi la réforme des retraites n'est pas une simple réforme : **c'est un choix de civilisation.**

La retraite est **un salaire indirect**, ce qui signifie qu'un homme ou qu'une femme ayant travaillé toute sa vie, ayant participé à la création de richesses et au développement de la société a gagné le droit d'être protégé quand il ne peut plus travailler. C'est fondamental : c'est la reconnaissance du fait que le travail donne des droits, en reconnaissant une sorte de dette sociale à l'égard du travailleur.

Aujourd'hui la retraite peut être un nouveau progrès social si l'on considère que **la vie peut se décomposer en 3 temps** : un temps pour étudier et se former avec une prise en compte de ces périodes pour le calcul des droits à la retraite, un temps pour travailler jusqu'à 60 ans, et un temps pour profiter d'une autre vie sociale, autre que le travail quotidien.

La retraite est un droit social fondamental

L'espérance de vie en bonne santé c'est :
63 ans pour les hommes et 65 ans pour les femmes



**LA RETRAITE À 60 ANS À TAUX PLEIN
UNISSONS-NOUS,
RÉSISTONS. PCF**
Parti communiste français
RETRAITONS JUSTE

Travailler plus pour vivre moins ?

Selon le gouvernement, puisque nous vivons plus vieux, il faudrait travailler plus longtemps. Pourtant, ce n'est pas parce que la sécurité des véhicules s'est améliorée qu'il faut conduire plus vite.

Pour la droite et le Medef les progrès de l'espérance de vie ne doivent pas profiter aux salariés mais aux entreprises, à leurs actionnaires, au capital.

En fait **ce n'est pas la démographie qui menace les retraites, c'est le chômage, la précarité, l'insuffisance de croissance et la financiarisation de l'économie.**

Dans une société développée, il n'est rien de plus normal que l'espérance de vie s'allonge. Fort heureusement, **les progrès de la médecine, de l'éducation, le recul de la pénibilité du travail mais aussi la retraite contribuent à ce que nous vivions plus vieux.**

Ne laissons pas le gouvernement transformer ce progrès en recul de civilisation.

De nouvelles ressources pour financer les retraites

- ➡ **Les revenus financiers** des entreprises et des banques s'élèvent à **260 milliards d'euros en 2008** et ne sont pas soumis à cotisations sociales. Si l'on taxait ces revenus à la même hauteur que les salaires c'est-à-dire **8%**, cela ferait rentrer **22 milliards** dans les caisses de retraite.
- ➡ Le PCF propose **une réforme de l'assiette des cotisations sociales patronales**. Elle permettrait une modulation du taux de cotisations sociales en augmentant le taux des entreprises qui compriment les emplois et les salaires. Cela responsabiliserait socialement les entreprises en les incitant à augmenter la part des salaires dans la valeur ajoutée.
- ➡ De plus, le PCF propose **l'arrêt des exonérations de cotisations sociales patronales**. Cela représente **32 milliards d'euros**. Cet argent pourrait abonder un fond national pour développer l'emploi et la formation. Ce fond pourrait impulser un nouveau type de crédit pour l'investissement, à taux d'intérêt d'autant plus abaissé que les entreprises créent de l'emploi et forment les salariés.

Qui est privilégié ?

LES PATRONS

Les 5 PDG français les mieux payés en 2008 :

Bernard ARNAULT (LVMH) :
17 299 586€ de rémunération en 2008
soit **1091 années de smic**

Arnaud LAGARDERE (Lagardère) :
13 171 784€ de rémunération en 2008
soit **831 années de smic**

Chris VIEHBACHER (SANOFI AVENTIS) :
9 294 000€ de rémunération en 2008
soit **586 années de smic**

Franck RIBOUD (DANONE) :
8 356 328€ de rémunération en 2008
soit **527 années de smic**

LES SALAIRES

SMIC : 1 056,24€ par mois

Salaire médian : 1655€
(50% des salariés au dessus, 50% en dessous)

Salaire moyen : 2069€

Pension de retraite moyenne : 1212€



PIB, productivité, richesses, ...

- ➡ Au début des années 1960, la part de la valeur des richesses servant à payer les retraites était de **5,6%**. Elle est passée à plus de **13%** en 2007. Mais ce sont les gains de productivité du travail qui l'ont permis sans que l'économie en souffre.
- ➡ De 1960 à 2008, la productivité horaire du travail a augmenté de **70%**. Mais la part des salaires dans la valeur ajoutée des sociétés non financières a diminué de **8,8%**. En revanche la part des profits a augmenté exactement de ce même montant : **8,8%**.

**A qui profite la valeur ajoutée produite dans ce pays ?
Aux actionnaires, aux patrons surpayés, aux revenus financiers ou à la société, aux créateurs de richesse que sont les travailleurs manuels et intellectuels ?**

Le capitalisme n'est pas la solution, C'EST LE PROBLÈME

**TAXER LES REVENUS
FINANCIERS
= 22 MILLIARDS
POUR NOS
RETRAITES !**

D'autres choix sont possibles



Plus d'informations sur :
www.onnebatpasenretraite.fr